

TITRE ORIGINAL :

**The Second Palestinian Intifada**  
*A Chronicle of a People's Struggle*

First published 2006 by Pluto Press  
345 Archway Road, London N6 5AA  
and 839 Greene Street, Ann Arbor, MI 48106

Copyright © Ramzy Baroud 2006

**Traduction & adaptation de la présente version française**  
par l'équipe de traducteurs du site [www.info-palestine.fr](http://www.info-palestine.fr) :  
Ana Cléja, Marie Meert, Jean-Paul Pommier  
sous la direction de Claude Zurbach

UNE COÉDITION

**Scribest Publications** - BP 10077 - F 67802 Bischheim Cedex  
& **CCIFP** - Comité de Coopération en Informatique France Palestine  
(<http://www.ccifp.org/>)

**Conception & réalisation PAO :**  
studio graphique armand caspar

Photo de couverture : © Joss Dray :  
*Ramallah, 29 septembre 2001 : enterrement d'un combattant palestinien  
le jour anniversaire du début de l'intifada.*

© 2012, Scribest - CCIFP  
pour la traduction/adaptation française

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

« Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou de ses ayants droit, ou ayants cause est illicite » (article L 122-4 du Code de la propriété intellectuelle). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par l'article L 335-2 du Code de la propriété intellectuelle. Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise, aux termes de l'article L 122-5, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, d'une part, et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration.

ISBN 978-2-9534496-6-2

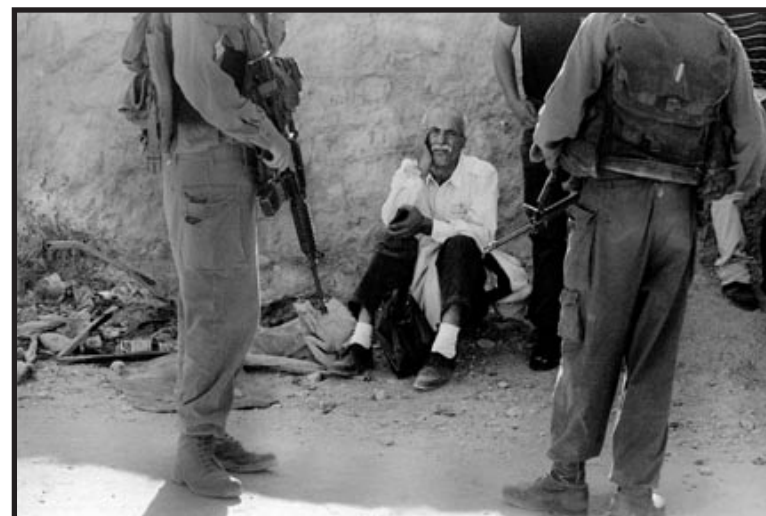
*Devant le mur qui traverse Abou Dis, mars 2003.*



© Joss Dray

*C'est parce que la photographie sert « à ce point » la mémoire  
et l'émotion que nous avons choisi de réunir une sélection d'images  
de Joss Dray qui témoignent d'une forte sensibilité face à une violation,  
une oppression bien réelles dont ces vues sont porteuses.*

LES ÉDITEURS



© Joss Dray

*Check-point de Qalandia, octobre 2001.*



27 août 2001 à Hébron : manifestation après l'assassinat par l'armée israélienne d'Ali Mustafa, dirigeant du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine).

## PRÉFACE

### LA SECONDE INTIFADA ET LA FIN DU PROCESSUS DE PAIX par Alain Gresh\*

**L**ES SIGNES avant-coureurs n'avaient pas manqué. Le 15 mai 2000, pour l'anniversaire de la Nakba, la « catastrophe » de 1948-1949, des milliers de Palestiniens avaient mis le siège devant Netzarim, dans la bande de Gaza, mais aussi devant Negohot, Bet El, Pesagot, en Cisjordanie. Ces colonies, campées au cœur du territoire palestinien, cristallisaient l'exaspération des Palestiniens. Jour après jour, elles grignotaient leurs terres. Leur « protection » nécessitait la présence de milliers de soldats israéliens, de multiples « points de contrôle » – lieux de toutes les humiliations pour les Palestiniens –, la construction de « routes de contournement » réservées aux colons. Leur seule existence rendait chimérique toute idée d'État indépendant palestinien souverain et viable.

Et le premier ministre israélien de l'époque, le travailliste Ehoud Barak, comme chacun de ses prédécesseurs, y avait approuvé la construction de logements – 500 millions de dollars sont alloués aux colonies dans le budget 2001 –, au moment même où il proclamait son vœu de signer une paix définitive entre les peuples israélien et palestinien. À la mi-mai 2000 encore, le ministre du Logement promettait de nouveaux privilèges aux Juifs s'installant dans la colonie d'Ariel. Une brochure publicitaire vantait les « bonnes affaires » : « Occupez un appartement, payez seulement 4 600 dollars et remboursez votre crédit pour seulement 390 dollars par mois. »

La seconde Intifada qui éclate en septembre 2000, à la suite de la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem a un caractère paradoxal : elle a marqué la dernière tentative de sauver les accords d'Oslo et son échec même a tourné la page ouverte le 13 septembre 1993 à Washington.

\* Auteur de *De quoi la Palestine est-elle le nom ?*, Les liens qui libèrent, Paris, 2010.

Elle a été « une résistance légitime face à une occupation illégitime », pour reprendre la formulation du dirigeant palestinien Marwan Barghouti et une tentative d'imposer ce que la communauté internationale avait promis aux Palestiniens, un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël.

Sous la pression, notamment des États-Unis, rappelait l'analyste palestinien Ghassan Khatib, l'OLP avait admis que « le meilleur moyen d'atteindre ses objectifs était d'abandonner complètement la violence et de se cantonner à des demandes justifiées et légitimées par le droit international, en particulier la seule résolution du Conseil de sécurité qui bénéficie de l'appui d'Israël et des États-Unis, la résolution 242 ». Malgré ces concessions, malgré l'acceptation de toutes les exigences israéliennes concernant la sécurité – il n'y avait pratiquement pas eu d'attentat entre septembre 1997 et septembre 2000 –, Israël avait non seulement continué à confisquer des terres mais fait échouer le sommet de Camp David de juillet 2000, malgré les prétendues « offres généreuses » faites par Barak, offres qui relevaient de la pure propagande.

La Seconde Intifada, dont Ramzy Baroud nous rappelle le long déroulement, fut une réponse à cette impasse. Comme la précédente Intifada (1987-1993), cette révolte a été populaire et spontanée – personne ne peut décréter un tel mouvement. L'encadrement, pour l'essentiel, venait du Fatah, l'organisation de Yasser Arafat, qui avait été relativement marginalisée par l'Autorité palestinienne. Toutes les organisations nationales et islamiques, y compris le Hamas et le Jihad islamique, s'étaient regroupées au sein d'une direction commune – ce qui ne s'était pas produit en 1987. Mais le soulèvement marquait aussi la défiance d'une partie grandissante de la population palestinienne à l'égard à la fois de la stratégie de négociations de l'Autorité mais aussi de son inefficacité et de sa corruption.

Quoi qu'il en soit, l'objectif politique de la direction palestinienne et celui de l'Intifada coïncidaient : en finir avec l'occupation de l'ensemble des territoires occupés en juin 1967, y compris Jérusalem-Est. Pas un mètre carré de plus, mais pas un mètre carré de moins. Les Palestiniens estimaient avoir accepté un « compromis historique » en renonçant à 78 % de la Palestine historique, ils ne voulaient pas se dépouiller de territoires supplémentaires. Ils exigeaient donc un retour à la légalité internationale et un nouveau mécanisme de négociations.

L'usage de la violence fut, dit-on, un des marqueurs de la Seconde Intifada. Mais, comme le rappelle Ramzy Baroud, elle fut avant tout le choix de

la puissance occupante – la violence des opprimés, disait Nelson Mandela est toujours la réponse à la violence des oppresseurs. En octobre 2000 seulement, plus de 200 Palestiniens furent tués, dont un tiers de moins de 17 ans. Pour répondre à cette brutalité, l'Intifada se militarise, mais les premiers attentats-suicides qui marqueront l'opinion occidentale n'auront lieu qu'au printemps 2001, après la victoire électorale d'Ariel Sharon qui devient premier ministre. La stratégie israélienne se confirme : écraser le soulèvement, sans faire aucune concession politique. Elle y parviendra au prix d'un bilan humain terrible. Elle disposera d'un soutien massif de l'opinion israélienne convaincue par le discours d'Ehoud Barak (« nous avons dévoilé le vrai visage de Yasser Arafat ») – qui permettra à Uri Avnery de qualifier Barak de « criminel de paix » – et que le but des Palestiniens est de détruire l'État d'Israël.

Il n'est pas question ici, Ramzy Baroud le fait très bien, de revenir sur toutes les péripéties de la Seconde Intifada, jusqu'à la mort de Yasser Arafat. Mais, avec le recul de l'Histoire, il apparaîtra sans doute que la Seconde Intifada a clos le chapitre ouvert le 13 septembre 1993.

Le nouveau chapitre qui s'ouvre reste à écrire, d'autant que le mouvement national palestinien traverse une crise profonde. La stratégie de négociation prônée par le Fatah a d'autant plus échoué que les États-Unis et l'Union européenne se sont rangés derrière Israël et appellent à la poursuite de « négociations sans conditions », c'est-à-dire aux conditions israéliennes – notamment sur la poursuite de la colonisation. La stratégie dite armée du Hamas n'a pas donné plus de résultats et la préoccupation principale de l'organisation islamiste est de maintenir le cessez-le-feu à Gaza avec Israël. L'extension de la colonisation, la présence d'un demi-million de colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et la confiscation des terres rendent de plus en plus illusoire l'idée d'un État en Cisjordanie et à Gaza. Dans le même temps, l'idée d'un État unique, soit binational, soit de tous ses citoyens sur le modèle sud-africain n'apparaît pas crédible car il n'est pas porté par un mouvement du même type que le Congrès national africain (ANC). Mais, sûrement, les révolutions arabes avec leurs cortèges de changements, créeront une situation nouvelle, alors que la Palestine reste au cœur des opinions arabes.

Quelle qu'elle soit, la paix ne peut s'édifier solidement sur l'ambiguïté et les faux-semblants qui ont marqué le processus d'Oslo. Elle nécessite la reconnaissance de l'oppression des Palestiniens, de la domination qu'exerce Israël, et aussi la dénonciation du sentiment de supériorité qui permet à son

gouvernement de s'affranchir non seulement du droit et des Conventions internationales, mais aussi des valeurs humanistes qu'il prétend incarner. Lors d'une manifestation organisée le 9 avril 2010 dans le quartier Cheikh Jarrah de Jérusalem pour protester contre les expulsions de familles palestiniennes, l'écrivain israélien David Grossman reconnaissait : « Nous avons cultivé une espèce de plante carnivore qui, lentement, nous avale ». S'il ne fait plus bon vivre en Israël pour les Palestiniens, c'est aussi le cas pour tous ceux pour qui « humanité », « morale » et « droits civiques » ne sont pas des gros mots. Le racisme s'impose en Israël, y compris dans les livres scolaires. L'atmosphère, s'inquiète Avraham Burg, ancien président du Parlement, rappelle celle de l'Allemagne des années 1930, à la veille de la prise du pouvoir par les nazis. En quoi nos slogans « Les Arabes dehors ! » et « Transfert immédiat » sont-ils différents des mots d'ordre des foules déchaînées hurlant « *Juden raus!* » (Les Juifs dehors!) ?

La réalité de la situation en Israël-Palestine est la présence d'un nombre à peu près équivalent de Juifs et d'Arabes. Cet enracinement palestinien que plus d'un siècle de colonisation et d'occupation n'ont pas pu éradiquer, reste une donnée fondamentale du conflit qu'il faudra bien prendre en compte.

Dans une lettre ouverte à M. Barak au mois de novembre 2000, quelques semaines après le déclenchement de la Seconde Intifada, intitulée « Une minute avant la prochaine guerre », Shaul Mishal, un professeur de science politique à l'université de Tel-Aviv, écrit : « Quand la poussière sera retombée sur la prochaine guerre israélo-palestinienne ou israélo-arabe, nous serons certainement les vainqueurs. Et vous, Monsieur le Premier ministre, vous surgirez de la fumée du champ de bataille pour prononcer les plus brillants des éloges devant les tombes fraîchement creusées. Vous pourrez même persuader beaucoup de gens qu'il s'agissait de la plus justifiée de toutes les guerres menées par les juifs. Ce sera une guerre dans laquelle nous gagnerons toutes les batailles, mais ces victoires ne nous conduiront nulle part d'autre qu'au point de départ. Qui mieux que vous sait que, lorsque la dernière bataille sera terminée et que nous serons de nouveau obligés de nous asseoir à la table de négociations avec les Palestiniens et les représentants des pays arabes, avec les Américains, les Européens et peut-être aussi avec une participation internationale, nous devons discuter des mêmes questions territoriales douloureuses, de Jérusalem et du droit au retour des réfugiés ? »



© Joss Dray

Barrage militaire de Qalandia, octobre 2001.